



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 17-21 novembre 2025

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 7 octobre 2025

WFP/EB.2/2025/6-C/4/Add.1

Original: anglais

Fonctions de contrôle

Pour décision

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Réponse de la direction aux recommandations issues du rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour l'Eswatini (2020–2025)

Contexte

Le présent document contient la réponse de la direction aux recommandations issues du rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique de pays (PSP) établi pour l'Eswatini pour la période 2020–2025. L'évaluation a porté sur les activités menées au titre du PSP entre 2020 et 2024. Fondée sur une approche consultative axée sur l'utilisation, elle a permis de répondre au double objectif consistant à rendre compte de l'action menée et à favoriser l'apprentissage, et a contribué à éclairer l'élaboration du nouveau PSP.

L'évaluation a donné lieu à trois recommandations, dont deux sont d'ordre stratégique et une est d'ordre opérationnel. Il est indiqué dans la présente réponse si le PAM accepte, accepte partiellement ou n'accepte pas chacune des recommandations principales et subsidiaires. Y sont précisés également les mesures prévues (ou déjà prises), les entités responsables et le délai de mise en œuvre des recommandations.

Coordonnateur responsable:

M. A. Amin
Responsable de bureau (par intérim)
courriel: ashraful.amin@wfp.org

Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
Degré de priorité: élevé Délai de mise en œuvre: avant le nouveau PSP (à partir de 2026) Recommandation 1: Le PAM devrait procéder à une évaluation rigoureuse des ressources potentielles et élaborer le nouveau plan stratégique de pays sur la base d'un examen pragmatique des ressources qui devraient être disponibles.	Bureau de pays (bureau régional)	La recommandation est acceptée				
1.1 Rechercher de nouvelles possibilités de mobiliser des ressources nationales dans les domaines touchant à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en partenariat avec les institutions financières internationales, selon qu'il sera utile et possible.		La recommandation est acceptée	1. Organiser des réunions mensuelles à des fins de mobilisation (réunions intersectorielles visant à recenser les donateurs potentiels à tous les niveaux)	Responsable du bureau de pays (bureau régional, responsable des programmes, unité chargée des programmes)	Décembre 2026	En cours
			2. Établir des rapports trimestriels faisant état des activités menées par le bureau de pays pour mobiliser les donateurs et de leurs résultats.	Responsable du bureau de pays (unité du bureau régional chargée des partenariats)	Décembre 2026	En cours
			3. Établir un calendrier afin de passer en revue et de mettre à jour chaque trimestre la cartographie des donateurs, de sorte qu'elle offre un instantané des priorités des donateurs, des tendances en matière de financement et des possibilités qui correspondent aux domaines d'activité du bureau de pays. Ce relevé actualisé permettra d'éclairer l'élaboration de stratégies de mobilisation de ressources et la rédaction de propositions ciblées.	Responsable du bureau de pays (unité du bureau régional chargée des programmes)	Décembre 2026	En cours

Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
1.2 Développer les relations nouées avec les donateurs habituels ainsi que les activités de sensibilisation menées à leur intention au niveau national et, surtout, régional afin de lever des fonds pour le plan stratégique de pays.		La recommandation est acceptée	4. Organiser des visites de courtoisie à l'intention des donateurs, avec le Gouvernement, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole, l'Union européenne et d'autres entités des Nations Unies.	Responsable du bureau de pays	Décembre 2025	En cours
			5. Étudier les possibilités de collaboration avec des acteurs locaux de la sécurité alimentaire, notamment l'Eswatini Water and Agricultural Development Agency (organisme national de développement agricole et de mise en valeur des ressources en eau), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Ministère de l'agriculture, et le Ministère de l'éducation et de la formation.	Responsable du bureau de pays	Décembre 2025	En cours
			6. Mener des activités axées sur les interventions d'urgence en collaboration avec la National Disaster Management Agency (organisme national de gestion des catastrophes) afin de renforcer les capacités institutionnelles d'entreprises semi-publiques et de permettre à l'initiative d'obtenir davantage de soutien et de ressources de la part du Gouvernement.	Unité du bureau de pays chargée des programmes (unité du bureau de pays chargée de l'élaboration du budget et des programmes)	Décembre 2026	En cours

Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
			7. Élaborer des notes de synthèse, des fiches d'information, des propositions et des notes conceptuelles à l'intention des donateurs chaque fois que des possibilités s'ouvrent afin d'intensifier les échanges avec les donateurs et les activités de sensibilisation menées à leur intention. Le bureau de pays a jusqu'ici élaboré quatre propositions et cinq notes conceptuelles, et poursuivra ses efforts pour développer le dialogue avec les donateurs.	Responsable des programmes du bureau de pays (unités du bureau de pays chargées des programmes, et de l'élaboration du budget et des programmes)	Octobre 2026	En cours

Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
Degré de priorité: élevé Délai de mise en œuvre: avant le nouveau PSP (à partir de 2026) Recommandation 2: Le PAM devrait continuer d'appuyer le renforcement des capacités des autorités nationales afin de donner à celles-ci les moyens de prendre en main les activités relatives aux repas scolaires et préscolaires et d'en assurer la pérennité.	Bureau de pays	La recommandation est partiellement acceptée				
2.1 Continuer d'expérimenter l'utilisation de la production locale pour les repas scolaires en collaboration avec le Ministère de l'éducation et de la formation et en liaison avec les offices de commercialisation compétents qui fournissent des services de vulgarisation et d'achat.		La recommandation est acceptée	1. Réaliser un examen conjoint du projet pilote avec le Ministère de l'éducation et de la formation et les détaillants locaux, avec la participation du National Agricultural Marketing Board (conseil national de la commercialisation des produits agricoles), l'Eswatini National Agricultural Union (union agricole nationale d'Eswatini) et la société de conseil en agriculture Kitale.	Unité du bureau de pays chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi	Décembre 2025	En cours
			2. Adopter un modèle d'achats locaux à plus grande échelle faisant intervenir les petits exploitants.	Responsable des programmes du bureau de pays (unité du bureau de pays chargée des achats)	Décembre 2025	En cours
			3. Organiser des séances de formation et de remise à niveau consacrées aux normes et aux procédures d'achat à l'intention des petits exploitants.	Unité du bureau de pays chargée de la chaîne d'approvisionnement	Décembre 2026	En cours

Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
2.2 Continuer d'engager le Gouvernement à prendre la direction et la responsabilité de la coordination des activités d'appui menées par tous les partenaires à l'intention des centres de soins de proximité.		La recommandation est acceptée	4. Aider le Cabinet de la Vice-Première Ministre à organiser, à l'échelle nationale, une table ronde consacrée aux centres de soins de proximité. Cette table ronde réunira les parties prenantes afin de mettre la dernière main à la stratégie relative à ces centres pour 2023, laquelle servira de fil directeur aux activités les concernant.	Unité du bureau de pays chargée des programmes	Mars 2026	Non commencé
			5. Aider le Cabinet de la Vice-Première Ministre à élaborer des procédures opératoires normalisées d'appui aux centres de soins de proximité.	Unité du bureau de pays chargée des programmes	Décembre 2025	En cours
			6. Appuyer sur le plan technique le transfert de la responsabilité des centres de soins de proximité au Cabinet de la Vice-Première Ministre.	Unité du bureau de pays chargée des programmes	Décembre 2026	En cours
2.3 Continuer de mettre en œuvre un projet pilote de durée limitée consacré à la création de jardins potagers destinés à produire de manière durable des aliments pour les orphelins et autres enfants vulnérables fréquentant les centres de soins de proximité.		La recommandation est partiellement acceptée. Les jardins potagers peuvent compléter durablement l'aide alimentaire, mais leur maintien dépend des moyens disponibles, de leur prise en main par les communautés et de leur concordance avec les systèmes nationaux. Les projets pilotes avanceront s'ils bénéficient d'une forte mobilisation locale et s'ils peuvent s'inscrire dans la durée.	7. Repérer entre cinq et dix centres de soins de proximité où mener des activités destinées à agrandir les jardins potagers, et préparer les sites.	Unité du bureau de pays chargée des programmes	Juin 2026	En cours
			8. Apporter un appui technique en matière d'agriculture intelligente face au climat et de formation par l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de partenaires.	Unité du bureau de pays chargée des programmes	Juin 2026	En cours
			9. Contribuer à faire davantage participer les communautés à la gestion des jardins potagers des centres de soins de proximité et mettre en rapport les participants avec les services de vulgarisation agricole afin d'assurer la continuité de l'appui.	Unité du bureau de pays chargée des programmes (Ministère de l'agriculture)	Juin 2026	Non commencé

Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
Degré de priorité: élevé Délai de mise en œuvre: avant le nouveau PSP (à partir de 2026) Recommandation 3: En partenariat avec le Gouvernement, le PAM devrait définir une proposition de valeur touchant notamment aux domaines de l'adaptation aux changements climatiques et de la protection sociale.	Bureau de pays (bureau régional)	La recommandation est partiellement acceptée				
3.1 Travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement et d'autres acteurs afin de trouver les moyens de contribuer aux discussions sur les politiques nationales et à la définition de pratiques optimales applicables aux programmes d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en s'appuyant sur une analyse des meilleures pratiques et des compétences qui se sont révélées particulièrement utiles dans des contextes similaires de la région.		La recommandation est acceptée	1. Créer un espace de concertation sur les politiques.	Responsable du bureau de pays (unité du bureau de pays chargée des programmes)	Décembre 2025	En cours
			2. Élaborer des documents de sensibilisation propres à éclairer l'examen des politiques.	Responsable du bureau de pays et unité du bureau de pays chargée des programmes	Juin 2026	Non commencé
			3. Suivre les progrès réalisés par le Gouvernement, conformément à ses engagements, dans l'exécution du plan de travail relatif à l'examen des politiques.	Unité du bureau de pays chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi	Décembre 2026	Non commencé

Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
3.2 Exposer dans le détail une stratégie visant à associer des services de conseil technique au niveau institutionnel, des activités de concertation et de sensibilisation à l'intention du Gouvernement et des principaux acteurs internationaux, notamment les institutions financières internationales, ainsi que la définition, la conception et la mise en œuvre de projets pilotes accompagnés d'investissements importants consacrés à la capitalisation des expériences, à la production de données factuelles et à la gestion des connaissances.		La recommandation est acceptée	4. Recenser les insuffisances et les difficultés relevées dans la mise en œuvre des politiques.	Responsable du bureau de pays (unités du bureau de pays chargées des programmes et des politiques)	Mars 2026	Non commencé
			5. Faire mieux connaître tous les services techniques, dans le souci de favoriser la transparence et le respect de l'obligation de rendre compte.	Unité du bureau de pays chargée des programmes	Juin 2026	Non commencé
			6. Élaborer un plan de travail visant à mettre en place un mécanisme clair de remontée de l'information entre les prestataires de services, qui intègre les donateurs.	Unité du bureau de pays chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi	Décembre 2026	Non commencé
3.3 Étudier la possibilité de mutualiser les spécialistes de la protection sociale, de l'adaptation aux changements climatiques, de la nutrition et de la problématique femmes-hommes avec d'autres bureaux de pays dans le cadre d'un dispositif d'appui multipays.		La recommandation est partiellement acceptée. Le bureau de pays examinera sa situation financière, notamment les moyens dont il dispose pour couvrir les coûts associés au recours à des spécialistes d'autres bureaux, et recherchera les bureaux dont les plans stratégique de pays sont suffisamment proches du sien pour que la mutualisation soit profitable.	7. Se concerter avec les directeurs d'autres bureaux de pays afin de régler les modalités de prêts de spécialistes à même d'épauler le Bureau du PAM en Eswatini.	Responsable du bureau de pays	Octobre 2025	Non commencé
			8. Prendre en compte les enseignements tirés par d'autres bureaux de pays dans le prochain plan stratégique pour l'Eswatini.	Responsable du bureau de pays, unité du bureau de pays chargée des programmes	Juin 2026	Non commencé
			9. Mettre au point des indicateurs permettant de suivre les progrès réalisés dans les différentes composantes du plan stratégique de pays, et les harmoniser.	Unités du bureau de pays chargées de la recherche, de l'analyse et du suivi, et des programmes	Juin 2026	Non commencé

Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures	Délai de mise en œuvre	État d'avancement
3.4 Mettre au point une théorie du changement visant à expliciter les résultats attendus et à énoncer clairement les principales hypothèses sur lesquelles ils reposent, et veiller à ce que des ressources suffisantes soient spécifiquement affectées au suivi, à l'évaluation et à l'apprentissage au regard de cette théorie.		La recommandation est acceptée	10. Une théorie du changement a été mise au point aux fins du prochain plan stratégique de pays.	Responsable du bureau de pays	Mai 2025	Terminé